

Dans quel camp sont-ils ?

A de nombreuses occasions, des travailleurs (y compris des militants et des sympathisants du PCF) se sont opposés à la ligne que la haute direction du PCF voulait imposer à la CGT sur la question de la hiérarchie, des cadres...

Les exemples les plus connus concernent le mode d'augmentation des salaires (les ouvriers luttant pour une augmentation égale, uniforme pour tous, les dirigeants du PCF demandant eux l'augmentation proportionnelle, en pourcentage, c'est-à-dire d'autant plus forte que le salaire est plus élevé).

Mais on pourrait en citer bien d'autres : dans les années qui ont suivi Mai 68, Georges Séguy, le N° 1 de la CGT et membre du BP du PCF a souvent pris la défense des PDG séquestrés par les grévistes en affirmant que les PDG étaient eux-mêmes des "travailleurs salariés".

Un exemple particulièrement clair est celui de la grève des OS de Renault-Billancourt en Mars-Avril 73 :

— Fin Mars, les OS du "département 12" entrent en lutte et revendiquent en particulier le statut de "PI fabrication" qui permettrait l'application du principe "*à travail égal, salaire égal*".

— Des contradictions éclatent entre les OS et l'orientation défendue par certains responsables du PCF de l'usine. Le jour où les ouvriers décident la poursuite de la grève, "l'Humanité" annonce la soit-disante victoire des OS et la reprise du travail.

— Le mouvement se développant, les dirigeants PCF font volte-face : ils ne cherchent plus à arrêter le mouvement mais à s'y introduire pour le détourner vers l'objectif de la grille unique, fondée avant tout sur le principe de la hiérarchie et de la promotion individuelle. Deux citations de "l'Humanité" montrent bien cette manœuvre : "*La demande des OS entrent en fait dans les souhaits de toutes les catégories du personnel. Personne, ni l'OS, ni le professionnel, ni le cadre, ne devrait être bloqué sur la marche de l'escalier... C'est précisément pour y mettre un terme que les syndicats revendiquent la grille unique*" (l'"Humanité" du 6/4/73) et encore : "*Pour les OS, le "PI fabrication" est une*

espérance ; tout le monde peut le comprendre. Le jeune "PI" espère aussi devenir rapidement "P3" ; le technicien qui a son BTS ne veut pas pourrir au coefficient 225 de départ ; l'ingénieur veut accéder à la responsabilité". (l'"Humanité" du 7/4/73).

Ainsi, alors que les OS demandaient l'application du principe "*à travail égal, salaire égal*", la reconnaissance du statut de "PI fabrication" pour tous les ouvriers faisant le même travail, l'"Humanité" réduit leurs revendications à une demande de promotion individuelle et les met à la remorque des cadres et ingénieurs qui veulent accroître leur rôle de direction !.

Le but de cet article est d'apporter des éléments pour comprendre les véritables raisons de la ligne du PCF sur la question hiérarchique, et aussi pour contribuer à préciser sur ce point la position des Marxistes-léninistes.

un peu d'histoire....

A l'origine de l'engagement systématique des dirigeants du PCF sur une ligne de défense de la hiérarchie et des cadres il y a au moins en partie, le XXème Congrès du PC d'Union Soviétique,



Congrès de l'UGICT : les cadres de la CGT. Rassembler qui ? agir au service de qui ?

celui de la "déstalinisation" et du "rapport Kroutchev". Sous prétexte de "critiquer des crimes de Staline", ce congrès ouvre en effet la voie à une série de thèses selon lesquelles la dictature du prolétariat doit être abolie parce "qu'en URSS est apparu l'Etat du peuple tout entier, l'"Etat communiste" (Parti Zhigu N°8, 1964), selon lesquelles se sont les cadres économiques, les "spécialistes", les "experts" qui doivent diriger l'Etat, parce que dans les conditions du socialisme, l'économie est plus importante que la "politique" (éditorial de l'"Ekonomitchkaya gazeta", N° 50, 1962).

En 1964, les éditions du Progrès de Moscou publient un important volume rédigé par les théoriciens du PCUS et des membres de l'académie des sciences sous la direction de Ponomarev. Ce volume intitulé "Le mouvement révolutionnaire international de la classe ouvrière" est clairement présenté comme "analysant les bases objectives" de la ligne du PCUS depuis le XXème Congrès, c'est-à-dire comme une justification "scientifique" du XXème Congrès. Or ce volume, visant à faire pression sur l'ensemble du Mouvement Communiste International, ne parle pas seulement du rôle des cadres de l'économie en URSS. Il avance l'idée que "la révolution scientifique et technique est au cœur des changements dans les pays capitalistes évolués", que cette révolution "accroît le nombre des intellectuels et cadres ainsi que leur rôle dans le "mouvement de progrès" et conclut : "Certaines revendications comme...

l'accroissement des avantages complémentaires... ont une importance particulière pour les employés, ingénieurs et techniciens... On ne peut faire participer plus amplement ces catégories au mouvement ouvrier qu'en tenant compte de leurs revendications spécifiques". (Chapitre : les changements de la structure de la classe ouvrière des pays capitalistes monopolistes, P. 144 à 169 de l'édition de 67).

Ces positions du PCUS renforcent considérablement le poids de la moyenne bourgeoisie salariée au sein du PCF et accélère l'abandon des positions prolétariennes sur la question de la hiérarchie et des cadres. De 1956 à 1964, en France, l'écart s'était sensiblement approfondi entre les salaires nominaux des cadres (multipliés par 2,10) et ceux des ouvriers (multipliés par 1,9 pendant la même période). Or, en 1966, la seule leçon qu'en tirait la revue "Options" (mensuel des cadres CGT) était celle-ci : "Quelle aubaine pour ceux qui soutiennent que les intérêts des cadres n'ont rien à voir avec ceux des autres catégories de travailleurs que d'affirmer aujourd'hui que le pouvoir d'achat des cadres augmente plus vite que celui des ouvriers... Cela tend à créer des antagonismes entre salariés" (Options, février 66).

Bien plus, la même année, Waldeck-Rochet, secrétaire général du PCF, s'inquiétait pour les professeurs de faculté qui "constatent la perte de leur prestige social ainsi que la diminution relative de leur revenu" et pour les ingénieurs aux prises, selon lui, avec les pires difficultés : "Sans doute les ingénieurs touchent-ils des

appointements élevés, mais ils doivent attendre 35 à 40 ans pour les atteindre et leur revenu nominal est sérieusement réduit par la fiscalité qui frappe particulièrement les salaires de cette catégorie... L'insuffisance de la construction sociale de logement les oblige à louer des appartements de standing qui exigent un loyer considérable ou à s'endetter pour accéder à la propriété... Avec l'âge, la situation peut devenir dramatique... En même temps, l'ingénieur souffre davantage de son manque de liberté civile : **il est encore moins libre que l'ouvrier des grandes usines de manifester son indépendance ou son opposition au patron**". ("La marche de la France vers le Socialisme").

A la suite du mouvement de Mai-Juin 68, de l'élévation du SMIG à 3 Frs l'heure (obtenu malgré les dirigeants CGT qui avaient semble-t-il, secrètement négocié un accord à 2,80 Frs avec des émissaires du gouvernement dont J. Chirac), l'écart qui s'était creusé entre les salaires des ouvriers et ceux des cadres est partiellement rétréci ; Waldeck-Rochet reprend alors la plume pour écrire :

"Le niveau de la rémunération des techniciens et ingénieurs a baissé sensiblement... Ils se considèrent de plus en plus comme de simples salariés dont la légitime

attitude revendicative est renforcée par la conscience de leur supériorité technique et par le sentiment d'être tenu à l'écart des grandes décisions du chef d'entreprise" ("L'avenir du PCF", 1969).

Mieux encore, Waldeck-Rochet explique que pour entrer au PCF, il suffit qu'un cadre ait le souci de développer la productivité de façon plus large et plus rationnelle que ne le permet le capitalisme "libéral" :

"Les chemins qui mènent les français et les françaises aux PCF sont des plus variés... Certains se rallient au Communisme parce que dans leurs fonctions de responsabilités, ils sont témoins des entraves que les relations sociales du capitalisme mettent à l'épanouissement des forces productives..."

Depuis lors, ces positions ont été approfondies, systématisées, en particulier à travers le traité d'économie politique intitulé "Le Capitalisme monopoliste d'Etat" (1970), traité servant de base théorique au programme du PCF : "Changer de cap" et préparant par là les négociations du Programme Commun.

Shématiquement ce traité présente le développement du secteur tertiaire et des cadres comme un reflet de la "révolution scientifique et technique", comme une victoire du



L'ingénieur moins libre que l'ouvrier ? La situation "dramatique" des cadres vue par la PCF ! Dessin paru dans Options, revue des I.C.T. de la CGT

développement des forces productives sur le "capitalisme monopoliste". Mais deux points essentiels sont mis de côté :

□ Comme l'avait montré Marx dès son époque, le développement du machinisme, de l'automatisme, du travail intellectuel de conception et de direction ne "libère" pas les ouvriers en système capitaliste. Au contraire, ce processus a pour corollaire le développement du travail à la chaîne, répétitif, parcellaire, soumis à des cadences étroitement contrôlées, et aussi le développement du chômage, le remplacement des ouvriers par des machines ; Autrement dit, en système capitaliste, plus la "technologie" progresse, plus il y a d'ingénieurs, plus il y a aussi d'OS et de chômeurs.

□ Par ailleurs, la croissance du nombre de cadres et employés du tertiaire dans des pays comme la France ne peut pas être séparée du fait que la France est une puissance impérialiste, développant un large secteur parasitaire, concentrant de nombreuses activités de gestion, d'administration, de commerce à l'échelle internationale, surexploitant en retour des millions de manœuvre et OS immigrés, exportant des capitaux pour créer dans le Tiers-Monde des industries de main-d'œuvre, fortement consommatrices d'emplois non qualifiés (textile, automobile, composants électroniques...).

Grâce à ces oublis, le Traité parvient à présenter les cadres dans leur ensemble comme une grande force "naturellement" tournée vers le progrès social, sans lien avec l'exploitation capitaliste et impérialiste (à l'exception, est-il précisé dans une petite note en bas de page des directeurs de société et des ministres du gouvernement des monopoles, les théoriciens du PCF n'osant tout de même pas classer parmi les alliés directs de la classe ouvrière des gens comme Raymond Barre !).

racolage électoral ou stratégie politique

Ces positions des dirigeants du PCF et des théoriciens de ce Parti à l'égard de la hiérarchie et des cadres ont parfois été expliquées (notamment à la CFDT) par une sorte de "poujadisme" électoral, de démagogie ayant pour but de recoller des voix en flattant les cadres.

Ce n'est évidemment pas si simple. Tout d'abord le nombre et le poids des cadres à l'intérieur du PCF n'ont cessé d'augmenter comme le montrent les statistiques de

recrutement du PCF : d'ores et déjà à Paris, les cadres sont beaucoup plus nombreux que les ouvriers dans les rangs du PCF. Ensuite, les positions du PCF sur la hiérarchie et les cadres sont celles des partis révisionnistes à l'échelle internationale, y compris donc les partis au pouvoir. Le problème est donc beaucoup plus profond qu'une affaire de tactique électorale.

En fait, la position du PCF sur la hiérarchie et les cadres s'inscrit dans une stratégie d'ensemble des dirigeants de ce parti et correspond au type de société existant actuellement en URSS, en Tchécoslovaquie, en RDA... Dans ces pays domine une forme de capitalisme qu'on peut caractériser comme "bureaucratique d'Etat". Juridiquement la grande industrie n'appartient pas à des propriétaires "privés", mais à la "nation", au "peuple tout entier". En fait, une minorité privilégiée de hauts fonctionnaires, administrateurs et directeurs exerce le pouvoir réel, s'approprie une fraction des profits sous forme de hauts traitements, primes, avantages spéciaux "en nature" etc... Le PCF ne propose rien d'autre pour l'essentiel lorsqu'il demande l'accroissement des "responsabilités" et du "pouvoir de direction" des cadres par rapport aux actionnaires, ou lorsqu'il demande l'extension du secteur nationalisé, le développement de la propriété d'Etat par rapport à la propriété privée individuelle.

Développer la propriété d'Etat tout en conservant l'Etat bourgeois actuel, en changeant les ministres mais non la machine administrative, policière, et militaire bourgeoise, cela peut entraîner des changements au sein du personnel dirigeant bourgeois, favoriser les cadres "diplômés", "compétents" par rapport aux héritiers de fortunes privées ; cela peut permettre une meilleure organisation "nationale", une certaine "nationalisation" de l'économie capitaliste... Mais cela ne peut en rien abolir l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière.

En somme, les positions du PCF à l'égard de la hiérarchie et des cadres est conforme à l'ensemble de la ligne de ce Parti : aménagement du capitalisme par des réformes, "prise du pouvoir" dans le cadre de l'Etat bourgeois grâce à l'alliance électorale avec le PS etc... Et cette position révèle bien les intérêts de classe que servent les dirigeants du PCF même s'ils se prétendent "les défenseurs de la classe ouvrière" (c'est d'ailleurs justement à ce moment là qu'il faudrait parler de "tactique", de racolage électoral !).

Cet alignement du PCF sur les intérêts des cadres a provoqué en retour l'apparition des

positions "ultra-gauchistes" qui se sont parfois abritées derrière des courant (la "bande des quatre"), momentanément dominants lors de la Révolution Culturelle chinoise.

des réactions "ultra-gauchistes"

Ces positions représentent naturellement un danger secondaire par rapport au révisionnisme de "droite", mais il est important de s'en démarquer clairement. On peut les résumer comme suit :

□ De même que le PCF confond les hauts fonctionnaires, les cadres supérieurs d'entreprise et les employés administratifs, techniciens, simples enseignants en tant que "salariés exploités", les ultra-gauchistes mélangent toutes ces catégories mais cette fois en les considérant en bloc comme des "larbins de la bourgeoisie", "profiteurs", "parasites" etc...

□ Tandis que le PCF défend les revendications des cadres allant à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière (l'accroissement du pouvoir de direction des ingénieurs, le renforcement du prestige social des universitaires...), les ultra-gauchistes s'opposant à priori à toute revendication des cadres, employés, techniciens et même ouvriers qualifiés, alors même que leurs luttes convergent avec celle du prolétariat (les luttes des enseignants pour la titularisation des auxiliaires par exemple, ou la lutte des roulants SNCF ou des aiguilleurs du ciel pour de meilleures conditions de travail).

□ Enfin, alors que Kroutchev avait mis en avant la "compétence technique" par opposition aux objectifs politiques, aux intérêts de la classe ouvrière, à l'idéologie révolutionnaire, les ultra-gauchistes ont tendance, eux, à nier totalement l'importance des qualités et connaissances techniques, leur utilité dans le cadre d'une politique révolutionnaire etc...

Il est clair que de telles positions ne peuvent conduire qu'à isoler la classe ouvrière, voire à la diviser elle-même, et sous prétexte de défendre ses intérêts "purs et durs", à affaiblir sa capacité à exercer sa direction politique sur l'ensemble des couches populaires. Un exemple caricatural est celui d'un groupe "gauchiste" (au sens léniniste du terme) qui lors d'une grève EGF a voulu dresser les ouvriers de Citroën mis en chômage technique contre les électriciens grévistes, sous prétexte que les premiers étaient des OS et les seconds faisaient partie, en bloc, de l' "aristocratie ouvrière". Lorsqu'on connaît la propagande de la CFT-Citroën contre les "fainéants toujours en grève"

des entreprises nationalisées, il est clair que de telles positions aident la bourgeoisie et non ceux qu'elles prétendent servir ...

La position des Marxistes-Léninistes sur la question de la hiérarchie et des cadres a encore besoin d'être approfondie, précisée, en particulier sur la base d'une analyse scientifique des classes, d'une étude particulière des différentes catégories de cadres, selon leur fonction sociale, la nature réelle de leurs revenus etc... Cependant, d'ores et déjà, un certain nombre d'orientations essentielles peuvent être établies :

discerner les alliés, les ennemis et les éléments intermédiaires

Tout d'abord, pour les "cadres", il faut distinguer les ennemis, les alliés possibles, les éléments intermédiaires susceptibles d'être neutralisés.

I. La bourgeoisie salariée.

Le camp des ennemis est relativement clair : il regroupe non seulement les directeurs de société et les ministres, comme le prétend la direction du PCF, mais aussi l'ensemble du corps des hauts fonctionnaires les administrateurs et dirigeants d'entreprises : PDG, chefs du personnel etc... Non seulement ces gens touchent des revenus très élevés, non seulement ils ont toutes sortes de relations étroites avec le patronat, non seulement ils sont souvent eux-mêmes actionnaires, propriétaires immobiliers ou fonciers etc. ; mais surtout, ils représentent les intérêts directs du capitalisme, ils exercent totalement des fonctions de capitalistes.

Si on prend l'exemple des administrateurs d'entreprises nationalisées, il est vrai qu'ils ne sont pas des propriétaires "privés" d'entreprises, au sens traditionnel du terme ; mais ce qu'ils représentent, ce n'est pas la propriété sociale des entreprises, c'est la propriété collective de la bourgeoisie sur certains secteurs de production, en particulier dans des branches utiles à l'ensemble des capitalistes et qui ne peuvent être vraiment organisées qu'à l'échelle nationale (SNCF, EDF-GDF etc...). Et leur fonction consiste à organiser l'exploitation non seulement des travailleurs des entreprises qu'ils gèrent mais aussi dans une certaine mesure, de l'ensemble

du peuple (les tarifs élevés des services aux simples usagers, et les impôts permettant le versement de subventions aux entreprises d'Etat ont pour corollaire des prix préférentiels, des cadeaux aux grandes entreprises privées).

2. Les travailleurs intellectuels

A l'autre pôle, il existe un nombre important de cadres qui n'ont pas de responsabilités directes dans l'exploitation de la classe ouvrière, et dont le rôle hiérarchique au sens habituel du terme est inexistant ou très secondaire. C'est le cas de la grande majorité des enseignants chercheurs, de certains travailleurs dans les services sanitaires et sociaux.

En un sens, ils sont bien des cadres ; les enseignants ou les éducateurs, par exemple, ont un rôle d'encadrement de la jeunesse populaire, et ce rôle leur est confié par la bourgeoisie, en général par l'Etat bourgeois, en fonction, non des besoins des travailleurs mais du capitalisme.

Mais, d'un autre côté, ils sont eux-mêmes soumis à une tutelle hiérarchique, à un contrôle. Ils ne sont pas des auxiliaires directs de l'exploitation. Leurs salaires se rapprochent beaucoup plus de ceux des techniciens ou ouvriers très qualifiés que de celui du PDG. Enfin, leur travail sert la bourgeoisie mais dans la mesure où celle-ci est obligée de tenir compte d'une part du développement et de la socialisation relative des forces productives, d'autre part de la pression du mouvement ouvrier. (La suppression de travail des enfants en usines, l'école gratuite et obligatoire sont liées avant tout au progrès technique et aux luttes sociales, ce qui n'enlève rien au fait que l'école forme et sélectionne les enfants en fonction de la division capitaliste du travail et qu'elle tend à leur inculquer l'idéologie bourgeoise etc..).

A l'égard de ces cadres qui sont pour la plupart avant tout des travailleurs intellectuels, la classe ouvrière doit développer une politique d'alliance, non pas en se mettant à leur remorque, mais en pratiquant à la fois l'unité et la lutte, en unissant largement mais sous sa direction politique, en fonction des intérêts de la révolution socialiste.

Concrètement, en milieu enseignant par exemple, cela veut dire que le mouvement ouvrier a quatre tâches immédiates :

□ Critiquer la recherche des avantages complémentaires et des privilèges hiérarchiques et corporatistes, lutter contre les préjugés réactionnaires à l'égard du peuple et de ses

enfants (trop souvent encore considérés comme peu doués ou handicapés par leur milieu familial)...

□ Soutenir les revendications et les actions allant dans le sens de la lutte anticapitaliste de la classe ouvrière : par exemple, la titularisation des auxiliaires, l'amélioration de l'équipement et la réduction du nombre d'élèves par classe dans les écoles des quartiers populaires et des communes rurales, la défense des droits démocratiques acquis et la résistance à l'inspection et à la répression bourgeoises, l'opposition de la main-mise directe du patronat sur les établissements d'enseignement, la solidarité avec les familles pour la gratuité des transports scolaires etc...

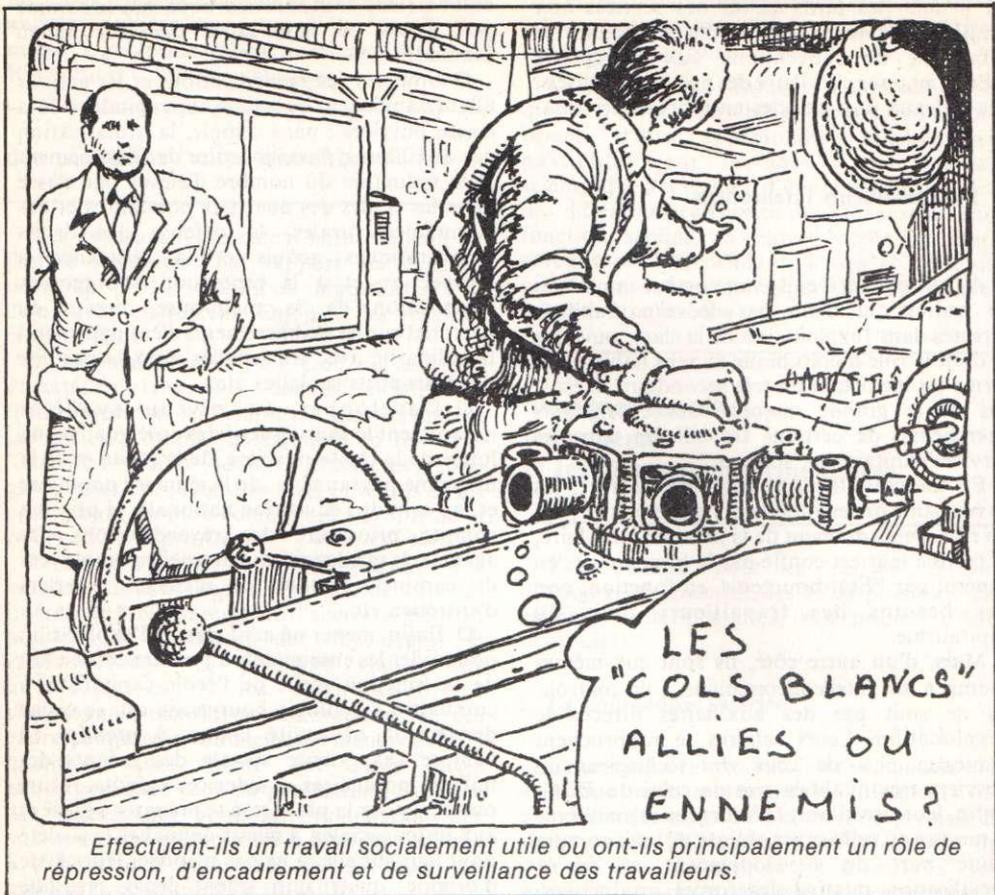
□ Développer au niveau syndical notamment le soutien actif des enseignants aux luttes de la classe ouvrière, de la petite et de la moyenne paysannerie, de la jeunesse populaire et, au sein de l'éducation nationale, la prise en compte prioritaire des revendications des agents tels que les aides-maternelles, employées de cantines, femmes de ménages, ouvriers d'entretien etc...

□ Enfin, mener un actif travail d'explication pour aider les enseignants à prendre conscience de la fonction réelle de l'école capitaliste, à combattre l'idéologie bourgeoise qui se cache derrière la neutralité laïque, à prendre en compte l'expérience sociale des enfants des milieux populaires, à aider ces enfants, futurs ouvriers pour la plupart, à se préparer à la vie et aux luttes sociales, à mieux connaître la société pour agir sur elle, à ne pas mépriser leur classe d'origine quels que soient leurs résultats scolaires...

3. Les cadres moyens d'administration et d'entreprises

Enfin, entre ce qu'on peut appeler d'une part les bourgeois salariés et d'autre part les travailleurs intellectuels, il existe un nombre important de cadres dont la situation est plus complexe. Par exemple, les ingénieurs et agents de maîtrise des entreprises, les nombreux cadres moyens de l'administration.

La situation de ces salariés dans les rapports de classe est différente selon le type d'administration ou d'entreprise, le type de responsabilité précise qu'ils assument, la place exacte qu'ils occupent dans l'échelle hiérarchique etc. ; le salaire qu'ils touchent, le degré d'initiative dont ils disposent ont bien sûr une valeur indicative, mais le plus important est la fonction qu'ils exercent : effectuent-ils



Effectuent-ils un travail socialement utile ou ont-ils principalement un rôle de répression, d'encadrement et de surveillance des travailleurs.

principalement un travail socialement utile, au niveau de la production ou des services, ou bien ont-ils principalement un rôle de répression, d'encadrement et de surveillance des travailleurs ?

En ce qui concerne les cadres administratifs moyens, certains ayant des situations identiques peuvent d'ailleurs avoir des attitudes très différentes et même parfois opposées vis-à-vis des employés et des usagers. Il faut donc avant tout faire une analyse concrète, entreprise par entreprise, et s'il le faut, cas par cas.

Cependant de toute façon, deux principes doivent être respectés et liés : *"Unir tout ce qui peut être uni"* et *"La classe ouvrière doit diriger"*. C'est pourquoi, sur le plan syndical, par exemple, nous combattons l'existence à la CGT d'un syndicat particulier des cadres et agents de maîtrise, ainsi que les tentatives de certains dirigeants de créer un tel syndicat à la CFDT. De tels syndicats autonomes des cadres ont forcément tendance à défendre avant tout

les avantages particuliers des cadres, à préserver ou créer des privilèges, à garantir ou même renforcer l'autorité hiérarchique, à peser sur les confédérations pour qu'elles développent une ligne d'augmentation des salaires en pourcentage, à la proportionnelle etc..

Cela ne signifie pas qu'il faut refuser aux cadres la possibilité de se syndiquer et de participer à l'action revendicative d'ensemble des travailleurs : au contraire ce ne peut être qu'une bonne chose s'ils se rangent aux côtés des ouvriers et employés dans leur camp, à condition qu'ils s'agissent du point de vue de l'ensemble du personnel et non du point de vue de leurs propres intérêts hiérarchique. Or, ces conditions ne peuvent pas être remplies dans le cadre d'un syndicat où les cadres se regroupent entre eux pour défendre leurs intérêts particuliers.

Nous avons dit plus haut que la position des dirigeants du PCF à l'égard de la hiérarchie et des cadres était liée à leur stratégie, à leur projet

de société, à leur tentative d'aménager le capitalisme dans un sens étatique et bureaucratique.

La position des marxistes-léninistes à l'égard de la hiérarchie est-elle liée également à leur stratégie, à l'objectif de la révolution socialiste ? Si nous luttons contre les intérêts capitalistes et les privilèges hiérarchiques, si nous refusons de servir de marche-pied au renforcement des responsabilités et du pouvoir des cadres, si l'unité avec les cadres ne peut se réaliser selon nous que sous la direction de la classe ouvrière, et sur la base des intérêts du peuple, c'est parce que le socialisme que nous voulons se fonde sur le pouvoir de la classe ouvrière, sur la dictature du prolétariat, et non sur le pouvoir hiérarchique de hauts fonctionnaires et directeurs d'entreprises, devenus propriétaires "collectifs" des moyens de production. Derrière l'opposition "tactique" sur la question des cadres, il y a bel et bien la contradiction entre deux stratégies : aménagement du capitalisme ou révolution socialiste.

à propos de l'auto-gestion ...

La dictature du prolétariat fait souvent peur parce que la bourgeoisie, y compris depuis quelques années les dirigeants du PCF eux-mêmes, l'agitent comme un épouvantail. Et il est vrai que de nombreux travailleurs craignent sincèrement qu'elle signifie un régime bureaucratique policier, terroriste, un régime de goulags et d'hôpitaux psychiatriques, comme en Union Soviétique. En fait, dictature du prolétariat signifie pouvoir de la classe ouvrière, par opposition à la dictature bourgeoise qui cherche hypocritement à se présenter comme un pouvoir au-dessus des classes. La dictature du prolétariat, abolie officiellement en URSS depuis plus de quinze ans, signifie que l'Etat bourgeois actuel doit être détruit, dissous, qu'il faut créer et organiser de nouvelles institutions, de nouvelles formes étatiques permettant à la classe ouvrière, à la classe de ceux qui ne possèdent que leurs bras, à la classe la plus résolue, d'abolir la propriété bourgeoise et l'exploitation de l'homme par l'homme, de diriger la transformation révolutionnaire de la société :

- La lutte contre la restauration du capitalisme, contre la bourgeoisie à l'intérieur, et contre les agressions impérialistes de l'extérieur mais aussi,

- L'organisation de la plus large démocratie pour le peuple.

- L'édification des rapports économiques socialistes, le développement de la production en fonction des besoins sociaux, l'élévation du bien être du peuple.

- La résolution des contradictions au sein du peuple, et la réduction progressive des oppositions entre ville et campagne, travail intellectuel et travail manuel (donc entre les cadres et les ouvriers eux-mêmes).

Cependant, certains syndicalistes (en particulier de la CFDT), tout en critiquant le régime actuel et le projet d'étatisation capitaliste de la direction du PCF, estiment que la dictature du prolétariat elle-même ne permet pas un réel pouvoir à la base, renforce trop le pouvoir politique central, le pouvoir d'Etat, même si celui-ci est prolétarien, révolutionnaire : ils lui préfèrent donc l'auto-gestion.

Dans le cadre de l'auto-gestion, l'Etat n'est pas centralement propriétaire des moyens de production et il exerce un rôle subalterne en ce qui concerne les décisions économiques :

- Tout d'abord, l'appareil d'Etat, le pouvoir politique et administratif est fortement décentralisé, les communes, régions, etc. disposant d'une large autonomie.

- Ensuite, ce n'est pas ce pouvoir politique et administratif, même décentralisé, qui joue le rôle déterminant dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan de production, de consommation, d'échange ; le rôle principal est exercé directement au niveau des entreprises elle-mêmes ; les orientations nationales sont fondées sur la confrontation des plans autonomes des entreprises auto-gérées et celles-ci sont les principales maîtresses de son application ; elles disposent en particulier d'un large pouvoir de décision en matière d'emploi, de rémunération, d'investissement, de prix de commercialisation, de conditions de travail...

- Enfin, au sein des entreprises la direction technique est soumise au contrôle des représentants élus du personnel qui ont le pouvoir de nommer et révoquer le directeur.

Les travailleurs ont donc en principe, en droit, un large pouvoir en ce qui concerne les objectifs et l'organisation de la production. Cependant, cela ne signifie pas que les entreprises deviennent propriété sociale, cela ne signifie pas que l'économie est développée en fonction des besoins sociaux. En effet, la socialisation implique la connaissance et la maîtrise technique des capacités de production, la satisfaction des besoins à court, moyen et long terme à l'échelle de la société toute entière (donc la domination effective de

l'anarchie spontanée du marché) ; elle implique aussi et surtout la subordination des intérêts particuliers, privés, aux intérêts sociaux fondamentaux. Au contraire, l'auto-gestion implique la domination des intérêts particuliers (de groupe ou privés), des lois du profit et du marché :

□ L'autonomie maximale des entreprises, la multiplication des pouvoirs décentralisés interdisent la maîtrise du processus économique d'ensemble et rendent la planification irréalisable en fait à l'échelle de la société

□ Mais surtout, les entreprises et leurs organes de gestion sont concurrents entre eux : les revenus dépendent principalement des profits réalisés par chaque entreprise, les ouvriers sont intéressés dans une certaine mesure à spéculer (par exemple en stockant des produits pour faire monter les prix), à abandonner les productions nécessaires mais peu rentables (même si le pays doit par la suite importer), à couler les entreprises concurrentes, à licencier les femmes enceintes ou les travailleurs âgés jugés trop peu productifs...

□ Les responsables des régions autonomes industrialisées sont intéressés à importer de la main d'œuvre bon marché originaire des territoires moins développés et à exercer des pressions pour maintenir le blocage économique de ces régions.

Les municipalités urbaines sont intéressées à un développement des villes organisé au détriment des masses rurales.

□ Le contrôle des "conseils ouvriers" sur le directeur n'a pas pour base les critères socialistes mais les critères capitalistes de rentabilité : pour être embauché, maintenu à son poste et fortement rémunéré, un directeur doit rechercher à faire le maximum de profit de telle sorte que des primes soient redistribuées ; mais ce profit est, comme en régime capitaliste libéral, fonction des spéculations financières et commerciales, de la domination des entreprises concurrentes, de la surexploitation de certaines catégories d'ouvriers, de rentabilisation sur la base du licenciement des ouvriers et ouvrières à faible rendement ; une éventuelle révocation intervient donc, non pas lorsque le directeur se conduit en capitaliste, mais au contraire, lorsqu'il ne se conduit pas en capitaliste efficace ; les "conseils ouvriers" ne contrôlent pas le respect des intérêts sociaux mais le taux de profit, la satisfaction d'intérêts particuliers.

□ En fin de compte, désorganisés, concurrents, rivaux, les ouvriers n'exercent pas le pouvoir en tant que classe ; leurs intérêts corporatistes, catégoriels, locaux, leurs

intérêts immédiats, "privés", les mettent à la remorque des gestionnaires capitalistes, les intéressent à "auto-gérer" leur propre exploitation et leur propre concurrence sur le marché...

En somme, l'auto-gestion, en tant que mode d'organisation économique à l'échelle de la société ne permet pas plus que les nationalisations dans le cadre de l'Etat bourgeois une réelle appropriation sociale des moyens de production et un réel pouvoir de la classe ouvrière. Il est significatif d'ailleurs qu'outre l'importance du chômage et l'inégalité de développement entre régions, une des caractéristiques des "expériences d'auto-gestion" est le fait que les salaires des directeurs soient 20 à 40 fois plus élevés que ceux des ouvriers et que ces directeurs s'approprient l'essentiel des primes (celles-ci équivalent parfois à plus d'un an de salaire d'un ouvrier).

C'est pourquoi, il faut opposer à l'étatisation capitaliste, bureaucratique, à la mode de Brejnev ou de Marchais, non pas l'auto-gestion, mais la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat donne la possibilité aux ouvriers, à l'intérieur d'une usine, de critiquer si nécessaire les directeurs et ingénieurs, de participer activement à la discussion sur le plan, d'intervenir non seulement dans le domaine des conditions de travail, mais aussi dans celui des objectifs de production, des innovations techniques etc.. Mais elle permet aussi et surtout à la classe ouvrière d'exercer son rôle dirigeant dans l'édification socialiste à l'échelle de la société toute entière, de mener la discussion sur le plan dans les entreprises en fonction des besoins sociaux, de la transformation révolutionnaire de la société, et non pas seulement en fonction d'intérêts immédiats ou particuliers. Enfin, elle permet non seulement d'abolir l'exploitation patronale, non seulement de réduire la hiérarchie des salaires, non seulement de transformer les relations entre cadres et ouvriers en favorisant la participation des premiers au travail manuel et la participation des seconds au travail de conception et de gestion : elle permet aussi, en mettant le progrès technique au service des travailleurs, en mettant les machines au service de l'homme, et non plus l'homme au service des machines, d'organiser progressivement une nouvelle répartition du travail, réduisant l'opposition entre travail manuel et intellectuel, mettant fin par exemple au travail *en miette* qui oppose aujourd'hui l'ingénieur qui "conçoit" et les OS qui répètent mécaniquement, de plus en plus vite les mêmes gestes.

Edmond MERCIER